

subside à l'A.S.B.L. IDA à l'appui de l'élargissement d'un projet pilote « fonction liaison alcool, et détection et intervention brève chez des patients ayant un problème d'alcool dans les services d'urgence ».

Art. 5. Le rapport d'activités contiendra au minimum les points suivants :

- 1° une description de la philosophie et des objectifs du projet et une description et une argumentation des éventuelles modifications qui y ont été apportées en cours de projet;
- 2° les réalisations du projet;
- 3° un aperçu de la présence aux congrès, formations, ...;
- 4° une description de la manière dont le projet se fait connaître sur le plan interne (au sein des institutions) et éventuellement sur le plan externe (notamment vis-à-vis d'autres institutions);
- 5° une description détaillée du personnel, reprenant au moins les points suivants :
 - a) formation;
 - b) type de contrat;
 - c) ancienneté;
 - d) qualifications pertinentes;
- 6° un bilan financier : frais de personnel et autres engagés dans le cadre de ce projet;
- 7° des recommandations stratégiques;
- 8° un résumé des points ci-dessus.

Art. 6. La ministre qui a la Santé publique dans ses attributions est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 11 juin 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de la Santé publique,
M. DE BLOCK

29 juni 2018 houdende toekenning van een toelage aan de V.Z.W. IDA ter ondersteuning van de uitbreiding van een pilootproject "liaison functie alcohol, en detectie en kortinterventie bij personen met een alcoholprobleem in urgentiediensten".

Art. 5. Het activiteitenrapport omvat minstens de volgende punten :

- 1° een beschrijving van de filosofie en de doelstellingen van het project, en een beschrijving en argumentering van eventuele wijzigingen hiervan in de loop van het project;
- 2° de realisaties van het project;
- 3° een overzicht van bijgewoonde congressen, vormingen, opleidingen, ...;
- 4° een beschrijving van de manier waarop het project zich intern (in de instellingen) en eventueel extern (onder andere naar andere instellingen) bekend maakt;
- 5° een gedetailleerde beschrijving van het personeel, met minstens volgende punten :
 - a) opleiding;
 - b) soort overeenkomst;
 - c) anciënniteit;
 - d) relevante kwalificaties;
- 6° een financiële balans : personeels- en andere kosten gedaan in het kader van dit project;
- 7° beleidsaanbevelingen;
- 8° een samenvatting van bovenstaande punten.

Art. 6. De minister bevoegd voor Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 11 juni 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Volksgezondheid,
M. DE BLOCK

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C – 2019/13422]

26 JUIN 2019. — Arrêté royal relatif à l'indemnisation des détenus victimes d'un accident du travail pénitentiaire

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté régleme l'exécution des articles 86, § 3, et 180 de la loi du 12 janvier 2005 de principes concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus (pour la suite : la loi de principes).

Cet article prévoit qu'un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres fixe les règles relatives à l'octroi d'une indemnité aux détenus victimes d'un accident du travail en prison, ce qui est donc l'objet du présent arrêté.

La rédaction finale de cet arrêté a suivi et pris en compte toutes les remarques que le Conseil d'État a faites dans son avis 66.001/1 du 13 mai 2019.

La philosophie de la loi de principes vise à ce que la détention se déroule d'une manière aussi proche que possible de ce qui se passe dans le monde libre (principe de normalisation). En accord avec ce principe, le choix a été fait de s'inspirer, dans le cadre du présent arrêté, des principes de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, législation qui s'applique à l'extérieur de la prison aux travailleurs du secteur privé, catégorie de travailleurs la plus proche du travail effectué par les détenus en prison.

Le parallélisme avec la loi sur les accidents du travail connaît dans l'Arrêté royal une limite importante. En effet la loi sur les accidents du travail déroge sur de nombreux points au droit commun de la responsabilité civile, tel qu'il est instauré par les articles 1382 et suivants du Code civil. Le présent arrêté part du principe que, à tout moment, le

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C – 2019/13422]

26 JUNI 2019. — Koninklijk besluit betreffende de vergoeding van de gedetineerden die het slachtoffer zijn van een penitentiair arbeidsongeval

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit dat ik de eer heb aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen strekt ertoe uitvoering te geven aan de artikelen 86, § 3, en 180 van de wet van 12 januari 2005 betreffende het gevangeniswezen en de rechtspositie van de gedetineerden (verder : de Basiswet).

Voormeld artikel bepaalt dat de regels voor de toekenning van de vergoeding aan gedetineerden die het slachtoffer zijn van een arbeidsongeval in de gevangenis dienen te worden vastgesteld bij een in Ministerraad overlegd Koninklijk besluit. Huidig besluit geeft uitvoering aan deze bepaling.

De finale versie van dit besluit houdt rekening met en geeft gevolg aan alle opmerkingen door de Raad van State gegeven in zijn advies 66.001/1 van 13 mei 2019

De filosofie van de Basiswet is om de detentie zo veel als mogelijk te laten verlopen in overeenstemming met het leven in de vrije samenleving (normalisatiebeginsel). In toepassing van dit beginsel is ervoor gekozen om de principes van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 te gebruiken als inspiratiebron voor de regels vastgesteld in dit besluit. De arbeidsongevallenwet is in de vrije samenleving van toepassing op de werknemers van de privésector, hetgeen de categorie personen vormt waarbij de situatie van de gedetineerden die gevangenisarbeid verrichten het dichtste aanleunt.

De analogie met de arbeidsongevallenwet kent in dit besluit evenwel een belangrijke beperking. De arbeidsongevallenwet wijkt immers op vele punten af van de regels van gemeen recht inzake de aansprakelijkheid voor onrechtmatige daad, zoals neergelegd in de artikelen 1382 e.v. van het Burgerlijk wetboek. Dit besluit neemt als uitgangspunt dat

détenu qui ne peut se satisfaire des règles énoncées par le présent arrêté pourra saisir les cours et tribunaux sur base de l'article 1382 du code civil pour demander réparation du dommage qu'il estime avoir subi du fait de son activité de travail en prison.

L'arrêté prévoit que c'est la Régie du travail pénitentiaire (dont les activités sont décrites par l'arrêté royal du 13 septembre 2004 déterminant les activités de la Régie du travail pénitentiaire), qui prendra en charge les dépenses générées par les accidents du travail pénitentiaire et leurs suites. En effet, aux termes de l'arrêté du 13 septembre 2004, c'est la Régie qui est chargée de l'offre et de l'organisation du travail des détenus; il est logique qu'elle soit désignée comme financièrement responsable des accidents survenant lors du travail pénitentiaire organisé par ses soins.

Le présent arrêté comprend 5 chapitres.

Le Chapitre 1^{er} définit le champ d'application, à savoir les détenus victimes d'un accident du travail pénitentiaire.

Le Chapitre 2 est consacré aux définitions. Il définit notamment la notion de travail pénitentiaire : il s'agit donc clairement du travail fourni par des détenus ou d'une activité assimilée par la loi à du travail pénitentiaire, ce qui est le cas de certaines formations.

Ce n'est en l'occurrence pas le cas du temps consacré aux formations qui à partir de la prison sont suivies sous la forme d'un enseignement à distance. En effet, ce type de formation implique que le détenu suive la formation en dehors de tout lien avec des cours organisés (en règle générale étude en cellule). Par conséquent, assimiler ce type de formation à du travail pénitentiaire au sens de l'arrêté poserait un double problème de preuve d'un éventuel accident du travail : lors de son éventuel accident le détenu étudiait-il (et donc, par assimilation, travaillait-il ?) ? et un accident, au sens du présent arrêté, s'est-il réellement produit ? En cas d'assimilation, il n'existerait alors aucun moyen de contrôle quant aux circonstances et à l'accident lui-même. C'est la raison pour laquelle il a été choisi d'écarter ce type de formation des activités assimilées au travail pénitentiaire en ce qui concerne l'indemnisation des victimes d'un accident du travail pénitentiaire.

Cette définition exclut aussi les personnes qui exécutent une peine ou une mesure privative de liberté en dehors des murs pour un employeur autre que l'administration pénitentiaire (dans le cadre d'une surveillance électronique ou d'une détention limitée par exemple). Dans ces cas, c'est le droit commun du travail qui trouve à s'appliquer. Il a été fait le choix de ne pas assimiler les accidents sur le chemin du travail aux accidents du travail pénitentiaires car, vu les spécificités du monde carcéral, les détenus qui travaillent peuvent se voir à tout moment dévier de leur route vers le travail ou conduire à autre endroit que leur lieu de travail pour des raisons ayant trait à l'organisation ou à la bonne tenue de la prison.

Le troisième chapitre décrit la procédure de reconnaissance d'un accident du travail. Celle-ci démarre par une déclaration d'accident pour aboutir à la reconnaissance, ou non, d'un accident du travail. L'intention est de mettre en place une procédure simple et rapide.

Une fois ce statut reconnu, la victime pourra voir son préjudice réparé, c'est l'objet du quatrième chapitre.

La première section (articles 13, 14, 15 et 16) traite des accidents mortels. En raison de sa complexité et eu égard au fait que ce type d'accident est, heureusement, très rare, il a été décidé de s'écarter de ce que la loi du 10 juillet 1971 prévoit. Le choix s'est porté sur l'octroi d'une indemnité forfaitaire dans ce cas de figure. Le montant de cette indemnité a été calculé sur une base correspondant à dix années de salaire moyen en prison.

La section 2 traite de l'incapacité et se subdivise en deux sous-sections : la première relative à l'incapacité temporaire et la seconde à l'incapacité permanente.

L'incapacité temporaire prend fin par la guérison ou par la consolidation des lésions (article 17) qui sont constatées par le médecin de la prison (article 18).

L'arrêté précise quelles indemnités sont dues en fonction de la situation de la victime (articles 19, 20, 21 et 22). Le principe selon lequel la victime pourra recevoir une indemnité complémentaire lorsque le

de gedetineerde die zich niet kan vinden in de regels neergelegd in dit besluit er te allen tijde voor kan kiezen de gewone hoven en rechtbanken te vatten op grond van artikel 1382 e.v. BW om schadevergoeding te vorderen voor de beweerdelijk geleden schade ingevolge zijn arbeid in de gevangenis.

Het besluit legt vast dat de kosten die voortvloeien uit het arbeidsongeval en zijn gevolgen ten laste worden genomen door de Regie van de gevangenisarbeid (waarvan de activiteiten omschreven zijn in het Koninklijk besluit van 13 september 2004 tot vaststelling van de activiteiten van de Regie van de gevangenisarbeid). Overeenkomstig de bepalingen van voormeld besluit van 13 september 2004 is de Regie immers belast met het aanbod inzake en de organisatie van de arbeid van de gedetineerden; het is dan ook logisch om de Regie aan te wijzen als financieel verantwoordelijk voor de ongevallen die zich tijdens de door haar georganiseerde gevangenisarbeid voordoen.

Dit besluit omvat 5 hoofdstukken.

Hoofdstuk 1 omschrijft het toepassingsgebied van het besluit, zijnde : de gedetineerden die slachtoffer zijn van een penitentiair arbeidsongeval.

Hoofdstuk 2 bevat de definities. Met name de notie van penitentiaire arbeid wordt gedefinieerd : het gaat hierbij duidelijk om arbeid die verricht wordt door gedetineerden in de gevangenis of om een activiteit die door de wet met gevangenisarbeid wordt gelijkgesteld, hetgeen het geval is voor bepaalde opleidingen.

Dit is met name niet het geval voor de tijd besteed aan opleidingen die vanuit de gevangenis worden gevolgd onder de vorm van afstandsonderwijs. Deze vorm van opleiding impliceert immers dat de gedetineerde de opleiding volgt buiten de context van georganiseerde lessen (in de regel door studie op cel). Wanneer deze vorm van opleiding gelijkgesteld zou worden met arbeidstijd in de zin van dit besluit, zou er bijgevolg een dubbel bewijsprobleem ontstaan met betrekking tot een eventueel ongeval : was de gedetineerde op het ogenblik van het eventuele ongeval aan het 'studeren' (en dus, via gelijkstelling, aan het werken?) en deed er zich werkelijk een ongeval voor zoals bedoeld in dit besluit? In geval van gelijkstelling, zou er dus geen enkel controlemiddel voorhanden zijn inzake de omstandigheden van het ongeval, noch inzake het ongeval zelf. Dit is de reden waarom er voor gekozen is om deze vorm van opleiding uit te sluiten van de met penitentiaire arbeid gelijkgestelde activiteiten, waar het de vergoeding van slachtoffers van een penitentiair arbeidsongeval betreft.

Deze definitie sluit ook de personen uit die een vrijheidsberovende straf of maatregel ondergaan buiten de gevangenis en er arbeid verrichten voor een andere werkgever dan de penitentiaire administratie (bijvoorbeeld in het kader van een elektronisch toezicht of een beperkte detentie). In die gevallen zal immers het gemeen arbeidsrecht van toepassing zijn. De keuze werd gemaakt om het ongeval "op weg naar of van het werk" niet met een penitentiair arbeidsongeval gelijk te stellen, omdat, gelet op het specifieke karakter van de gevangeniscontext, de werkende gedetineerden op elk gegeven moment kunnen afwijken van hun weg naar het werk of dat die weg kan leiden naar een andere bestemming dan hun arbeidsplek wegens redenen die te maken hebben met de organisatie of met de correcte werking van de gevangenis.

Hoofdstuk 3 beschrijft de te volgen procedure met het oog op de erkenning van het arbeidsongeval. Deze procedure vangt aan met een aangifte van het ongeval om uit te monden bij de erkenning (of de weigering van erkenning) van het ongeval als arbeidsongeval. De bedoeling is om een snelle en eenvoudige procedure op poten te zetten.

Eenmaal het arbeidsongeval erkend, kan het slachtoffer ervoor vergoed worden, hetgeen wordt geregeld in Hoofdstuk 4 van het besluit.

Afdeling 1 (artikelen 13, 14, 15 en 16) regelt de hypothese van het dodelijke arbeidsongeval. Wegens de complexiteit van de regeling zoals deze voorzien is in de arbeidsongevallenwet van 1971, en omdat dit – gelukkig – een zeer uitzonderlijke hypothese is, werd ervoor gekozen om die regeling niet over te nemen, maar om te kiezen voor een eenvoudig systeem van forfaitaire vergoeding. Voor de hoogte van deze vergoeding werd een bedrag genomen dat overeenstemt met tien jaar gemiddelde vergoeding voor arbeid in de gevangenis.

Afdeling 2 gaat over de ongeschiktheid en is onderverdeeld in twee onderafdelingen : de eerste heeft betrekking op de tijdelijke ongeschiktheid en de tweede op de blijvende ongeschiktheid.

De tijdelijke ongeschiktheid neemt een einde door de genezing of door de consolidatie van de letsels (artikel 17), wat wordt vastgesteld door de gevangenisarts (artikel 18).

Het besluit legt vast welke vergoedingen verschuldigd zijn naargelang de situatie van het slachtoffer (artikelen 19, 20, 21 en 22). Ook het beginsel volgens hetwelk het slachtoffer recht heeft op een aanvullende

poste de travail qui lui est attribué dans le cadre de sa remise au travail est moins bien rémunéré que celui qu'il avait au moment de son accident est appliqué (article 21). Cette disposition s'inspire directement de la loi du 10 juillet 1971.

L'arrêté décrit ensuite (articles 24 et suivants) la manière dont la victime d'un accident du travail souffrant d'une incapacité permanente doit être indemnisée. Le départ de la procédure d'indemnisation est la constatation que l'incapacité temporaire a pris fin (article 22). Cette procédure repose ensuite principalement sur un médecin expert auquel il sera fait appel afin de fixer le taux de ladite incapacité et les recours possibles de la victime de l'accident de travail en cas de désaccord. L'incapacité permanente ouvre dans le chef de la victime un droit à bénéficier d'une rente annuelle. Afin de correspondre au revenu que la victime pourrait potentiellement gagner, il a été décidé que le montant de cette rente serait différent suivant que la victime est détenue ou pas. Par non-détenue, il faut entendre, ainsi que cela est précisé dans l'arrêté, une personne ayant été libérée ou placée en surveillance électronique.

L'article 32 assure la concordance avec la loi du 10 juillet 1971 en ce qui concerne les incapacités ayant un taux de moins 10%.

La rente pourra être revue en cas d'aggravation (article 34).

L'arrêté instaure le droit de la victime à bénéficier des prothèses et appareils d'orthopédie requis par son état et précise également les modalités de renouvellement de ce matériel, c'est l'objet de la section 4 (articles 35 à 43) du quatrième chapitre.

La victime a également droit aux soins médicaux que son état requiert (article 44). Tant qu'elle est détenue, ces soins sont pris en charge par l'administration pénitentiaire. L'arrêté instaure un mécanisme de suivi post libération qui permet de poursuivre la prise en charge des frais engagés par l'ex détenu en rapport avec les suites de son accident du travail (article 45).

La dernière section (articles 46 à 50) décrit les modalités concrètes du paiement des différentes sommes dues dans le contexte d'un accident du travail pénitentiaire.

Enfin, le cinquième et dernier chapitre contient une disposition abrogatoire et règle l'entrée en vigueur de l'arrêté.

J'ai l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
le très respectueux
et très fidèle serviteur,
Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

Conseil d'État, section de législation

Avis 66.001/1 du 13 mai 2019 sur un projet d'arrêté royal 'relatif à l'indemnisation des détenus victimes d'un accident du travail pénitentiaire'

Le 11 avril 2019, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Ministre de la Justice à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'relatif à l'indemnisation des détenus victimes d'un accident du travail pénitentiaire'.

Le projet a été examiné par la première chambre le 2 mai 2019. La chambre était composée de Marnix Van Damme, président de chambre, Wilfried Van Vaerenbergh et Wouter Pas, conseillers d'État, Michel Tison et Johan Put, assesseurs, et Helena Kets, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Wendy Depester, auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Wilfried Van Vaerenbergh, conseiller d'État.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 13 mai 2019.

1. En application de l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation a fait porter son examen essentiellement sur la compétence de l'auteur de l'acte, le fondement juridique et l'accomplissement des formalités prescrites.

vergoeding wanneer hij in het kader van een wedertewerkstelling wordt tewerkgesteld in een arbeidspost waar hij minder verdient dan in de arbeidspost die hij bekleedde op het ogenblik van het ongeval wordt vastgesteld (artikel 21). Deze bepaling is uitdrukkelijk gebaseerd op de wet van 10 april 1971.

Het besluit beschrijft vervolgens (artikel 24 en volgende) op welke wijze het slachtoffer van een arbeidsongeval dat een blijvende arbeidsongeschiktheid tot gevolg heeft, vergoed dient te worden. De aanvang van deze vergoedingsprocedure is de vaststelling dat de tijdelijke ongeschiktheid een einde heeft genomen (artikel 22). De procedure bestaat vervolgens voornamelijk uit de tussenkomst van een geneesheer-deskundige, op wie een beroep wordt gedaan om het percentage van de blijvende arbeidsongeschiktheid vast te stellen, en uit de verzetsmogelijkheden voor het slachtoffer dat het niet eens is met die vaststellingen. Een blijvende ongeschiktheid opent in hoofde van het slachtoffer een recht op een jaarlijkse rente. Opdat de rente qua omvang overeen zou komen met het inkomen dat hij als gedetineerde zou kunnen verdienen, werd ervoor gekozen om voor de berekening van de rente een onderscheid te maken naargelang betrokkene gedetineerd is of niet. Onder een niet-gedeteneerde moet worden verstaan, zoals in het besluit zelf wordt gepreciseerd, een persoon die in vrijheid werd gesteld of die geplaatst werd onder elektronisch toezicht.

Artikel 32 zorgt voor overeenstemming met de wet van 10 juli 1971 voor wat de arbeidsongeschiktheidspercentages van minder dan 10% betreft.

De rente kan worden herzien in geval van verergering (artikel 34).

Het besluit stelt ook het recht van het slachtoffer vast op prothesen en orthopedische toestellen die zijn toestand vereist en bepaalt de modaliteiten voor vernieuwing van dat materiaal. Dit wordt geregeld in afdeling 4 (artikelen 35 tot 43) van hoofdstuk 4.

Hij heeft eveneens recht op de geneeskundige zorgen die zijn toestand vereist (artikel 44). Zo lang betrokkene is opgesloten, worden deze zorgen rechtstreeks door de penitentiaire administratie ten laste genomen. Het besluit voorziet echter ook in een opvolgingsmechanisme dat toelaat om na de invrijheidstelling de kosten van geneeskundige zorgen die nodig zijn ingevolge het arbeidsongeval verder ten laste te nemen (artikel 45).

Een laatste afdeling (artikelen 46 tot en met 50), ten slotte, beschrijft de concrete modaliteiten van betaling van de diverse vergoedingen die verschuldigd zijn in het kader van een penitentiair arbeidsongeval.

Het vijfde en laatste hoofdstuk, ten slotte, bevat een opheffingsbepaling en regelt de inwerkingtreding van het besluit.

Ik heb de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaar,
De Minister van Justitie,
K. GEENS

Raad van State, afdeling Wetgeving

Advies 66.001/1 van 13 mei 2019 over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende de vergoeding van de gedetineerden die het slachtoffer zijn van een penitentiair arbeidsongeval'

Op 11 april 2019 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Justitie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'betreffende de vergoeding van de gedetineerden die het slachtoffer zijn van een penitentiair arbeidsongeval'.

Het ontwerp is door de eerste kamer onderzocht op 2 mei 2019. De kamer was samengesteld uit Marnix Van Damme, kamervoorzitter, Wilfried Van Vaerenbergh en Wouter Pas, staatsraden, Michel Tison en Johan Put, assesseurs, en Helena Kets, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Wendy Depester, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Wilfried Van Vaerenbergh, staatsraad.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 13 mei 2019.

1. Met toepassing van artikel 84, § 3, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, heeft de afdeling Wetgeving zich toespit op het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond, alsmede van de vraag of aan de te vervullen vormvereisten is voldaan.

Observation préliminaire

2. Compte tenu du moment où le présent avis est donné, le Conseil d'État attire l'attention sur le fait qu'en raison de la démission du Gouvernement, la compétence de celui-ci se trouve limitée à l'expédition des affaires courantes. Le présent avis est toutefois donné sans qu'il soit examiné si le projet relève bien de la compétence ainsi limitée, la section de législation n'ayant pas connaissance de l'ensemble des éléments de fait que le Gouvernement peut prendre en considération lorsqu'il doit apprécier la nécessité d'arrêter ou de modifier des dispositions réglementaires.

Portée et fondement juridique du projet

3. Le projet d'arrêté royal soumis pour avis a pour objet de pourvoir à l'exécution de l'article 86, § 3, de la loi de principes du 12 janvier 2005 'concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus', qui s'énonce comme suit :

« § 3. Un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres fixe les règles relatives à l'octroi d'une indemnité aux détenus victimes d'un accident du travail en prison ».

Le chapitre 1^{er} du projet définit le champ d'application (article 1^{er} du projet), le chapitre 2 contient un certain nombre de définitions (articles 2 à 8), le chapitre 3 fixe la procédure à suivre en vue de la reconnaissance de l'accident du travail (articles 9 à 12), le chapitre 4 règle l'indemnité en cas d'accident du travail mortel (articles 13 à 15), les indemnités en cas d'incapacité temporaire ou permanente (articles 16 à 31) et l'indemnité en cas d'aggravation d'une incapacité de travail permanente (article 32), le droit aux prothèses et appareils d'orthopédie (articles 33 à 41), les droits aux soins médicaux (articles 42 et 43) ainsi que le paiement des différentes indemnités dues dans le cadre d'un accident du travail pénitentiaire (articles 44 à 48), et enfin, le chapitre 5 comporte une disposition abrogatoire (article 49) et règle l'entrée en vigueur de l'arrêté envisagé (article 50).

4.1. Le projet trouve un fondement juridique dans l'article 86, § 3, de la loi de principes du 12 janvier 2005, visé au deuxième alinéa du préambule du projet, ainsi que dans l'article 180 de la même loi (en ce qui concerne l'article 50, 1^o, du projet).

4.2. La référence à l'article 37 de la Constitution, au premier alinéa du préambule du projet, n'est pas nécessaire et doit être supprimée, d'autant plus qu'elle pourrait donner erronément à penser que le Roi aurait encore un pouvoir réglementaire indépendant pour régler le statut juridique des détenus.

La référence à l'article 108 de la Constitution, dans le même alinéa du préambule, doit également être supprimée, dès lors que les dispositions précitées de la loi de principes du 12 janvier 2005 procurent un fondement juridique suffisant au projet et qu'il ne faut pas invoquer le pouvoir général d'exécution que le Roi tire de l'article 108 de la Constitution.

Examen du texte

Préambule

5. Compte tenu des observations formulées ci-dessus à propos du fondement juridique du projet, on supprimera le premier alinéa du préambule, et on visera aussi, dans le deuxième alinéa (qui devient le premier), l'article 180 de la loi de principes du 12 janvier 2005.

6. On insérera, dans le préambule, une référence à l'arrêté ministériel du 12 juillet 1971 'portant instructions générales pour les établissements pénitentiaires', qui est modifié par l'article 49 du projet.

Article 2

7. Il se déduit de l'article 2, alinéa 3, du projet que, pour l'application de ce dernier, « la formation à caractère général sous la forme d'un enseignement à distance » n'est pas considérée comme une activité assimilée, contrairement à d'autres activités de formation qui, elles, le sont. La différence de traitement qui en résulte devra pouvoir être justifiée au regard du principe constitutionnel d'égalité. Il est recommandé d'intégrer cette justification dans le rapport au Roi joint à l'arrêté en projet.

Article 8

8. Dans le texte néerlandais de l'article 8 du projet, on écrira « op de dag van het ongeval ».

Voorafgaande opmerking

2. Rekening houdend met het tijdstip waarop dit advies gegeven wordt, vestigt de Raad van State de aandacht op het feit dat, wegens het ontslag van de regering, de bevoegdheid van deze laatste beperkt is tot het afhandelen van de lopende zaken. Dit advies wordt evenwel gegeven zonder dat wordt nagegaan of dit ontwerp in die beperkte bevoegdheid kan worden ingepast, aangezien de afdeling Wetgeving geen kennis heeft van het geheel van de feitelijke gegevens welke de regering in aanmerking kan nemen als ze te oordelen heeft of het vaststellen of het wijzigen van verordeningen noodzakelijk is.

Strekking en rechtsgrond van het ontwerp

3. Het om advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit strekt ertoe uitvoering te geven aan artikel 86, § 3, van de basiswet van 12 januari 2005 'betreffende het gevangeniswezen en de rechtspositie van de gedetineerden', dat luidt :

“§ 3. Bij een koninklijk besluit vastgesteld na overleg in de Minister-raad worden de regels vastgesteld voor de toekenning van de vergoeding aan gedetineerden die het slachtoffer zijn van een arbeidsongeval in de gevangenis.”

Hoofdstuk 1 van het ontwerp bepaalt het toepassingsgebied (artikel 1 van het ontwerp), hoofdstuk 2 bevat een aantal definities (artikelen 2 tot 8), hoofdstuk 3 bepaalt de te volgen procedure met het oog op de erkenning van het arbeidsongeval (artikelen 9 tot 12), hoofdstuk 4 regelt de vergoeding in geval van een dodelijk arbeidsongeval (artikelen 13 tot 15), de vergoedingen in geval van tijdelijke en blijvende arbeidsongeschiktheid (artikelen 16 tot 31), en de vergoeding in geval van verergering van een blijvende arbeidsongeschiktheid (artikel 32), het recht op prothesen en orthopedische toestellen (artikelen 33 tot 41), het recht op geneeskundige verzorging (artikelen 42 en 43) en de betaling van de diverse vergoedingen die verschuldigd zijn in het kader van een penitentiaal arbeidsongeval (artikelen 44 tot 48) en hoofdstuk 5, ten slotte, bevat een opheffingsbepaling (artikel 49) en regelt de inwerkingtreding van het te nemen besluit (artikel 50).

4.1. Rechtsgrond voor het ontwerp wordt geboden door het in het tweede lid van de aanhef van het ontwerp vermelde artikel 86, § 3, van de basiswet van 12 januari 2005, alsook door artikel 180 van dezelfde wet (dit laatste voor artikel 50, 1^o, van het ontwerp).

4.2. De verwijzing naar artikel 37 van de Grondwet, in het eerste lid van de aanhef van het ontwerp, is niet nodig en moet worden geschrapt, temeer daar de verwijzing verkeerdelijk de indruk zou kunnen wekken dat er nog een zelfstandige verordeningsbevoegdheid van de Koning zou bestaan om de rechtspositie van gedetineerden te regelen.

De verwijzing naar artikel 108 van de Grondwet, in hetzelfde lid van de aanhef, dient eveneens te worden geschrapt, nu de voormelde bepalingen van de basiswet van 12 januari 2005 volstaan als rechtsgrond voor het ontwerp en er geen beroep moet worden gedaan op de algemene uitvoeringsbevoegdheid die de Koning ontleent aan artikel 108 van de Grondwet.

Onderzoek van de tekst

Aanhef

5. Rekening houdend met wat hiervoor is opgemerkt over de rechtsgrond voor het ontwerp, dient het eerste lid van de aanhef te worden geschrapt, en dient in het tweede lid (dat het eerste wordt) ook te worden verwezen naar artikel 180 van de basiswet van 12 januari 2005.

6. In de aanhef dient een verwijzing te worden opgenomen naar het ministerieel besluit van 12 juli 1971 'houdende algemene instructie voor de strafinrichtingen', dat bij artikel 49 van het ontwerp wordt gewijzigd.

Artikel 2

7. Uit artikel 2, derde lid, van het ontwerp volgt dat “de opleiding van algemene aard onder de vorm van afstandsonderwijs” voor de toepassing van het ontwerp niet beschouwd wordt als een gelijkgestelde activiteit, in tegenstelling tot andere vormingsactiviteiten die wel als een gelijkgestelde activiteit worden beschouwd. Het verschil in behandeling dat daaruit voortvloeit zal moeten kunnen worden verantwoord in het licht van het grondwettelijke gelijkheidsbeginsel. Het verdient aanbeveling om die verantwoording op te nemen in het bij het ontworpen besluit gevoegde verslag aan de Koning.

Artikel 8

8. In de Nederlandse tekst van artikel 8 van het ontwerp schrijft men “op de dag van het ongeval”.

Article 9

9. Il ressort du rapport au Roi qu'« un avocat peut (...) introduire la déclaration d'accident du travail pour son client ». On complètera le texte de l'article 9 du projet sur ce point.

Article 10

10. À la fin du texte néerlandais de l'article 10 du projet, il y a lieu d'écrire « en het aan de directeur te bezorgen ».

Article 12

11. À l'article 12, alinéa 1^{er}, du projet, les mots « de réception de la déclaration » doivent être remplacés par les mots « de la réception des documents visés à l'article 11 ».

Article 21

12. Comme l'a confirmé le délégué, il convient d'aligner la fin du texte néerlandais de l'article 21, alinéa 2, du projet sur le texte français en écrivant « waarin is vastgesteld dat de tijdelijke arbeidsongeschiktheid door consolidatie is geëindigd ».

Article 22

13. À l'article 22, alinéa 1^{er}, du projet, on supprimera les mots « conformément à l'article 25 ».

14. Le délégué a déclaré que « ook in geval van genezing de betrokkene recht heeft op betaling van de vergoeding voor tijdelijke ongeschiktheid vanaf de invrijheidstelling tot de datum van genezing » et que « de hypothese van genezing aan artikel 22, tweede lid, dient te worden toegevoegd ».

On peut se rallier à la proposition du délégué visant à mentionner à l'article 22, alinéa 2, du projet, outre la « consolidation », également la « guérison », d'autant plus que le fait de ne mentionner que la consolidation pourrait soulever de sérieuses questions du point de vue du principe constitutionnel d'égalité.

Article 27

15. Le délégué a déclaré que le régime inscrit à l'article 27 du projet sera adapté sur l'exemple de celui figurant à l'article 39 du projet. Cette proposition peut être accueillie.

Article 29

16. À l'article 29 du projet, il manque sans doute une disposition indiquant que le troisième médecin expert envoie son avis au ministre ou à son délégué et que cet avis devient définitif (comparer avec l'article 41, alinéa 2, du projet).

Article 32

17. À l'article 32 du projet, il convient de remplacer les mots « dans le présent arrêté à la sous-section précédente » par les mots « dans la sous-section 2 de la section 2 du présent chapitre ».

18. L'article 32 du projet ne règle pas la manière dont le ministre ou son délégué sont informés de l'aggravation de l'incapacité permanente. Dans le droit fil de l'article 21 du projet, on peut choisir de faire constater l'aggravation par le médecin de la prison, lorsque la victime y séjourne, ou par un médecin au choix, à l'initiative de la victime, lorsque celle-ci n'y séjourne plus.

Articles 34, 37, 38, 40 et 41

19. Les articles 34, 37, 38, 40 et 41 du projet doivent préciser que ces dispositions concernent chaque fois « les prothèses et appareils d'orthopédie » et pas uniquement « les appareils ».

Article 43

20. Dans un souci de clarté, il est recommandé, à l'article 43 du projet, de mentionner également les « soins médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques et hospitaliers », dont il est d'ailleurs également question à l'article 42, alinéa 1^{er}, du projet.

Article 44

21. Dans le texte néerlandais de l'article 44 du projet, on remplacera le mot « gedetineerden » par le mot « gedetineerde ».

Artikel 9

9. Uit het verslag aan de Koning blijkt dat "ook een advocaat aangifte van het ongeval kan doen namens zijn cliënt". De tekst van artikel 9 van het ontwerp dient op dit punt te worden aangevuld.

Artikel 10

10. Aan het einde van artikel 10 van het ontwerp dient te worden geschreven "en het aan de directeur te bezorgen".

Artikel 12

11. In artikel 12, eerste lid, van het ontwerp dienen de woorden "na de ontvangst van de aangifte" te worden vervangen door de woorden "na de ontvangst van de documenten vermeld in artikel 11".

Artikel 21

12. Zoals door de gemachtigde is bevestigd, dient de Nederlandse tekst van artikel 21, tweede lid, van het ontwerp, aan het einde ervan te worden afgestemd op de Franse tekst, door te schrijven "waarin is vastgesteld dat de tijdelijke arbeidsongeschiktheid door consolidatie is geëindigd".

Artikel 22

13. In artikel 22, eerste lid, van het ontwerp kunnen de woorden "overeenkomstig artikel 25" worden geschrapt.

14. De gemachtigde heeft verklaard dat "ook in geval van genezing de betrokkene recht heeft op betaling van de vergoeding voor tijdelijke ongeschiktheid vanaf de invrijheidstelling tot de datum van genezing" en dat "de hypothese van genezing aan artikel 22, tweede lid, dient te worden toegevoegd".

Met het voorstel van de gemachtigde om in artikel 22, tweede lid, van het ontwerp benevens van de "consolidatie" ook melding te maken van de "genezing", kan worden ingestemd, temeer het enkel melding maken van de consolidatie ernstige vragen zou oproepen vanuit het grondwettelijke gelijkheidsbeginsel.

Artikel 27

15. De gemachtigde heeft verklaard dat de regeling opgenomen in artikel 27 van het ontwerp zal worden aangepast naar het voorbeeld van die welke is opgenomen in artikel 39 van het ontwerp. Met dit voorstel kan worden ingestemd.

Artikel 29

16. In artikel 29 van het ontwerp ontbreekt wellicht een bepaling die stelt dat de derde geneesheer-deskundige zijn advies aan de minister of zijn gemachtigde zendt en dat dit advies definitief wordt (vgl. artikel 41, tweede lid, van het ontwerp).

Artikel 32

17. In artikel 32 van het ontwerp dienen de woorden "in de vorige onderafdeling van dit besluit" te worden vervangen door de woorden "in onderafdeling 2 van afdeling 2 van dit hoofdstuk".

18. Artikel 32 van het ontwerp bevat geen regeling van de wijze waarop de minister of zijn gemachtigde in kennis worden gesteld van de verergering van de blijvende ongeschiktheid. In lijn met artikel 21 van het ontwerp, kan er worden voor geopteerd om de vaststelling van de verergering te laten verrichten door de gevangenisarts, wanneer het slachtoffer in de gevangenis verblijft, of door een arts naar keuze, op initiatief van het slachtoffer, als het slachtoffer niet langer in de gevangenis verblijft.

Artikelen 34, 37, 38, 40 en 41

19. In de artikelen 34, 37, 38, 40 en 41 van het ontwerp moet worden verduidelijkt dat die bepalingen telkens betrekking hebben op "de prothesen en orthopedische toestellen", en niet enkel op "de toestellen".

Artikel 43

20. Ter wille van de duidelijkheid verdient het aanbeveling om in artikel 43 van het ontwerp ook melding te maken van de "heelkundige, farmaceutische en verplegingszorgen", waarvan immers ook sprake is in artikel 42, eerste lid, van het ontwerp.

Artikel 44

21. In de Nederlandse tekst van artikel 44 van het ontwerp dient het woord "gedetineerden" te worden vervangen door het woord "gedetineerde".

Article 47

22. L'article 47 du projet fait mention de « la décision d'indemnisation forfaitaire », mais les articles 13 à 15 du projet ne permettent pas de déterminer comment ou par qui cette décision est prise. À cet égard, le délégué a déclaré ce qui suit :

« Il sera ajouté à l'article 15 que le calcul de l'indemnité pour frais funéraires (art. 13), le calcul des frais de transfert (art. 14) seront fixés par décision du Ministre ou de son délégué et que l'accord pour le paiement de l'indemnité forfaitaire de décès (art. 15) figurera également dans cette décision ».

On peut se rallier à la proposition du délégué.

Article 49

23. Dans le texte néerlandais de l'article 49 du projet, il y a lieu de remplacer les mots « houdende algemeen reglement van de strafinrichtingen » par les mots « houdende algemene instructie voor de strafinrichtingen ».

Article 50

24. La date d'entrée en vigueur (1^{er} janvier 2020) doit être complétée à l'article 50.

Le greffier,
Helena Kets

Le président,
Marnix Van Damme

26 JUIN 2019. — Arrêté royal relatif à l'indemnisation des détenus victimes d'un accident du travail pénitentiaire

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi de principes du 12 janvier 2005 concernant l'administration des établissements pénitentiaires ainsi que le statut juridique des détenus, les articles 86, § 3 et 180;

Vu l'arrêté ministériel du 12 juillet 1971 portant instructions générales pour les établissements pénitentiaires;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation réalisée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 22 mars 2018;

Vu l'accord du Ministre du Budget donné le 5 avril 2019;

Vu l'avis 66.001/1 du Conseil d'État, donné le 13 mai 2019 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'arrêté royal du 13 septembre 2004 déterminant les activités de la Régie du travail pénitentiaire;

Sur proposition du Ministre de la Justice et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — *Champ d'application*

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique à tout détenu victime d'un accident du travail pénitentiaire.

CHAPITRE 2. — *Définitions*

Art. 2. Au sens du présent arrêté, est considéré comme accident du travail pénitentiaire tout accident qui survient à un détenu dans le cours et par le fait de l'exécution de son travail pénitentiaire ou d'activités assimilées et qui produit une lésion.

Par travail pénitentiaire, il faut entendre le travail au sens du chapitre VI du titre V de la loi du 12 janvier 2005 de principes concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus.

Les activités assimilées visent les activités de formation telles que déterminées conformément à l'article 83, §3, de la loi du 12 janvier 2005 de principes concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus à l'exclusion de la formation à caractère général sous la forme d'un enseignement à distance.

Art. 3. L'accident survenu durant l'exécution du travail pénitentiaire est présumé être, jusqu'à preuve du contraire, un accident du travail pénitentiaire.

Art. 4. Au sens du présent arrêté, l'on entend par guérison, la disparition totale des conséquences de l'accident et le retour à l'état de santé antérieur à cet accident.

Artikel 47

22. In artikel 47 van het ontwerp is sprake van "de beslissing tot forfaitaire vergoeding", doch uit de artikelen 13 tot 15 van het ontwerp blijkt niet op welke wijze of door wie die beslissing wordt genomen. De gemachtigde verklaarde in dat verband het volgende :

"Il sera ajouté à l'article 15 que le calcul de l'indemnité pour frais funéraires (art. 13), le calcul des frais de transfert (art. 14) seront fixés par décision du Ministre ou de son délégué et que l'accord pour le paiement de l'indemnité forfaitaire de décès (art. 15) figurera également dans cette décision."

Met het voorstel van de gemachtigde kan worden ingestemd.

Artikel 49

23. In de Nederlandse tekst van artikel 49 van het ontwerp dienen de woorden "houdende algemeen reglement van de strafinrichtingen" te worden vervangen door de woorden "houdende algemene instructie voor de strafinrichtingen".

Artikel 50

24. De datum van inwerkingtreding (1 januari 2020) dient in artikel 50 te worden ingevuld.

De griffier,
Helena Kets

De voorzitter,
Marnix Van Damme

26 JUNI 2019. — Koninklijk besluit betreffende de vergoeding van de gedetineerden die het slachtoffer zijn van een penitentiaal arbeidsongeval

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de basiswet van 12 januari 2005 betreffende het gevangeniswezen en de rechtspositie van de gedetineerden, de artikelen 86, § 3 en 180;

Gelet op het ministerieel besluit van 12 juli 1971 houdende algemene instructie voor de strafinrichtingen;

Gelet op de impactanalyse van de regelgeving, uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 22 maart 2018;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting, gegeven op 5 april 2019;

Gelet op advies 66.001/1 van de Raad van State, gegeven op 13 mei 2019, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende het koninklijk besluit van 13 september 2004 tot vaststelling van de activiteiten van de Regie van de gevangenisarbeid;

Op de voordracht van de Minister van Justitie en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — *Toepassingsgebied*

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op alle gedetineerden die het slachtoffer zijn van een penitentiaal arbeidsongeval.

HOOFDSTUK 2. — *Definities*

Art. 2. Wordt in de zin van dit besluit als penitentiaal arbeidsongeval beschouwd : elk ongeval dat een gedetineerde tijdens en door het feit van de uitvoering van zijn gevangenisarbeid of daarmee gelijkgestelde activiteiten overkomt en dat een letsel veroorzaakt.

Onder gevangenisarbeid wordt verstaan : de arbeid in de zin van hoofdstuk VI van titel V van de basiswet van 12 januari 2005 betreffende het gevangeniswezen en de rechtspositie van de gedetineerden.

De gelijkgestelde activiteiten betreffen de vormingsactiviteiten zoals bepaald overeenkomstig artikel 83, § 3, van de basiswet van 12 januari 2005 betreffende het gevangeniswezen en de rechtspositie van de gedetineerden, met uitzondering van de opleiding van algemene aard onder de vorm van afstandsonderwijs.

Art. 3. Het ongeval overkomen tijdens de uitvoering van de gevangenisarbeid wordt, behoudens tegenbewijs, geacht een penitentiaal arbeidsongeval te zijn.

Art. 4. In de zin van dit besluit wordt onder genezing verstaan : het volledig verdwijnen van de gevolgen van het ongeval en de terugkeer naar de gezondheidstoestand van vóór het ongeval.

Art. 5. Au sens du présent arrêté, l'on entend par consolidation, le moment où la lésion se fixe et où il est possible de déterminer le taux d'incapacité permanente consécutif à l'accident.

Art. 6. Au sens du présent arrêté, le salaire de base correspond au revenu minimum mensuel moyen garanti catégorie « 21 ans et plus » tel qu'établi par le Conseil National du Travail au moment de la consolidation.

Art. 7. Quand, dans le présent arrêté, il est fait emploi du terme « le Ministre », celui-ci se réfère au ministre qui a la Justice dans ses attributions.

Art. 8. Les ayants droit visés par le présent arrêté sont les personnes figurant le jour de l'accident sur le certificat de composition de ménage du détenu victime d'un accident du travail pénitentiaire, ainsi que tout enfant déjà conçu le jour de l'accident.

CHAPITRE 3

Procédure de reconnaissance d'un accident du travail pénitentiaire

Art. 9. Lors de la survenance d'un accident qui peut donner lieu à l'application du présent arrêté, le détenu qui estime avoir été victime d'un tel accident, son avocat ou un ayant droit du détenu, remplit une déclaration d'accident et la transmet au directeur.

Art. 10. Le directeur demande alors au médecin de la prison de dresser et de lui transmettre un certificat médical qui constate les éventuelles lésions, la durée estimée de l'incapacité de travail ainsi que son étendue.

Art. 11. Dans les quatorze jours de la réception de la déclaration d'accident, le directeur la transmet, en y joignant le certificat médical et ses éventuelles observations, au Ministre ou à son délégué.

Il transmet en même temps une copie de ces documents à la personne qui a rempli la déclaration d'accident.

Art. 12. Dans le mois de réception des documents mentionnés dans l'article 11, le Ministre ou son délégué prend une décision quant à la reconnaissance du statut de victime d'un accident du travail pénitentiaire dans le chef de la personne concernée.

La reconnaissance du statut de victime d'un accident du travail pénitentiaire est le préalable requis à la réparation d'un tel accident.

CHAPITRE 4. — Réparation

Section 1^{re}. — Accidents du travail pénitentiaire mortels

Art. 13. Lorsque le détenu victime d'un accident du travail pénitentiaire décède des suites de cet accident du travail, il lui est alloué une indemnité pour frais funéraires égale à un mois de rémunération du salaire de base.

Art. 14. Les frais afférents au transfert du détenu décédé vers l'endroit où la famille souhaite le faire inhumer sont également pris en charge.

En cas d'inhumation à l'étranger, les frais afférents au transfert du détenu décédé vers l'endroit, en Belgique, où la famille souhaite prendre en charge la dépouille sont pris en charge.

Art. 15. Si le détenu victime d'un accident du travail pénitentiaire meurt des suites de cet accident, une indemnisation forfaitaire est accordée à ses ayants droit.

Elle est partagée entre eux en parts égales.

Le forfait accordé se monte à une somme de 30.000 euros.

Art. 16. Le calcul de l'indemnité pour frais funéraires et des frais de transfert est fixé par décision du Ministre ou de son délégué. Cette décision contient également l'accord du Ministre ou de son délégué pour le paiement de l'indemnité forfaitaire en cas d'accident du travail pénitentiaire mortel.

Section 2. — Incapacité

Sous-section 1^{re}. — Incapacité temporaire

Art. 17. L'incapacité temporaire prend fin soit par la guérison de la victime soit par la consolidation.

Art. 18. Le médecin de la prison constate, par écrit, que la guérison ou la consolidation est intervenue.

Art. 5. In de zin van dit besluit wordt onder consolidatie verstaan : het tijdstip waarop het letsel niet langer evolueert en de graad van blijvende ongeschiktheid als gevolg van het ongeval kan worden vastgesteld.

Art. 6. In de zin van dit besluit stemt het basisloon overeen met het gewaarborgd gemiddeld minimum maandinkomen voor de categorie "21 jaar en ouder" zoals vastgesteld door de Nationale Arbeidsraad op het tijdstip van de consolidatie.

Art. 7. Wanneer in dit besluit de term 'de minister' wordt gebruikt, verwijst die naar de minister bevoegd voor Justitie.

Art. 8. De rechthebbenden bedoeld in dit besluit zijn de personen die op de dag van het ongeval vermeld staan op het attest van gezinssamenstelling van de door een penitentiair arbeidsongeval getroffen gedetineerde, evenals alle kinderen die reeds verwekt zijn op de dag van het ongeval.

HOOFDSTUK 3

Procedure tot erkenning van een penitentiair arbeidsongeval

Art. 9. Wanneer zich een ongeval voordoet dat aanleiding kan geven tot de toepassing van dit besluit, vult de gedetineerde die van mening is door dergelijk ongeval getroffen te zijn, zijn advocaat of een rechthebbende van de gedetineerde een aangifte van ongeval in en bezorgt deze aan de directeur.

Art. 10. De directeur verzoekt daarop de gevangenisarts een medisch getuigschrift op te stellen waarin de eventuele letsels en de geschatte duur en omvang van de arbeidsongeschiktheid worden vastgesteld en het aan hem te bezorgen.

Art. 11. Binnen veertien dagen na de ontvangst van de aangifte van ongeval, zendt de directeur deze, vergezeld van het medisch getuigschrift en zijn eventuele opmerkingen, over aan de minister of zijn gemachtigde.

Terzelfdertijd zendt hij een afschrift van die documenten over aan de persoon die de aangifte van ongeval heeft ingevuld.

Art. 12. Binnen een maand na de ontvangst van de documenten vermeld in artikel 11, neemt de minister of zijn gemachtigde een beslissing betreffende de toekenning van het statuut van slachtoffer van een penitentiair arbeidsongeval aan de betrokken persoon.

De toekenning van het statuut van slachtoffer van een penitentiair arbeidsongeval is de voorwaarde voor de schadeloosstelling van dergelijk ongeval.

HOOFDSTUK 4. — Schadeloosstelling

Afdeling 1. — Dodelijke penitentiaire arbeidsongevallen

Art. 13. Wanneer de door een penitentiair arbeidsongeval getroffen gedetineerde overlijdt ingevolge dat arbeidsongeval, wordt een vergoeding voor begrafeniskosten toegekend gelijk aan een maand basisloon.

Art. 14. De kosten voor het overbrengen van de overleden gedetineerde naar de plaats waar de familie hem wenst te laten begraven worden eveneens ten laste genomen.

In geval van begravenis in het buitenland worden de kosten voor het overbrengen van de overleden gedetineerde naar de plaats in België waar de familie de zorg voor het stoffelijk overschot op zich wenst te nemen ten laste genomen.

Art. 15. Wanneer de door een penitentiair arbeidsongeval getroffen gedetineerde overlijdt ten gevolge van dat ongeval, wordt een forfaitaire vergoeding toegekend aan zijn rechthebbenden.

Zij wordt in gelijke delen onder hen verdeeld.

De toegekende forfaitaire vergoeding bedraagt 30.000 euro.

Art. 16. De berekening van de vergoeding voor begrafeniskosten en van de kosten voor de overbrenging wordt vastgesteld bij beslissing van de minister of zijn gemachtigde. Deze beslissing omvat eveneens het akkoord van de minister of zijn gemachtigde voor de betaling van de forfaitaire vergoeding in geval van een dodelijk penitentiair arbeidsongeval.

Afdeling 2. — Ongeschiktheid

Onderafdeling 1. — Tijdelijke ongeschiktheid

Art. 17. De tijdelijke ongeschiktheid eindigt bij de genezing van het slachtoffer of bij de consolidatie.

Art. 18. De gevangenisarts stelt schriftelijk vast dat de genezing of de consolidatie werd bereikt.

Art. 19. Pour le jour où l'accident s'est produit ou celui où l'incapacité temporaire totale a débuté, le détenu reçoit un montant égal au revenu quotidien de son travail pénitentiaire ou de son activité assimilée.

Art. 20. Lorsque l'accident a causé une incapacité temporaire, le détenu reçoit, à partir du jour suivant celui de l'accident ou suivant celui où son incapacité a débuté, 90% des revenus visés à l'article 19.

Art. 21. Dans le cas où le détenu reprend le travail et que son revenu est inférieur à celui perçu avant l'accident, il a droit à une indemnité équivalant à la différence entre sa rémunération avant l'accident et celle qu'il gagne depuis sa remise au travail.

Art. 22. Lorsque le médecin de la prison a constaté que l'incapacité temporaire a pris fin soit par la guérison de la victime soit par la consolidation de ses lésions, il transmet l'information au directeur qui la fait suivre au Ministre ou à son délégué.

Lorsque la victime de l'accident ne séjourne plus en prison, il lui appartient de produire un certificat du médecin de son choix constatant que l'incapacité temporaire a pris fin par guérison ou par consolidation et de le transmettre au Ministre ou à son délégué.

Art. 23. Dans le cas où le détenu perçoit une indemnité pour cause d'incapacité temporaire, il la perçoit jusqu'au jour de sa guérison, de la consolidation de ses lésions ou de sa libération ou placement en surveillance électronique.

Lorsque la victime ne séjournant plus en prison a produit un certificat constatant la guérison ou la consolidation de ses lésions et que cette guérison ou cette consolidation est reconnue par le ministre ou son délégué, l'indemnité pour incapacité temporaire due depuis la libération ou la placement en surveillance électronique de la victime jusqu'à la date de consolidation ou de guérison reconnue par le ministre ou son délégué lui est payée.

Sous-section 2. — Incapacité permanente

Art. 24. Dans le mois de la réception de l'avis du médecin de la prison ou du médecin du choix de la victime annonçant la fin de l'incapacité temporaire, le Ministre ou son délégué désigne un médecin expert afin de fixer la date de consolidation ou de guérison et, le cas échéant, de rendre un avis sur le taux de l'incapacité permanente.

Dès qu'il a terminé sa mission d'expertise, le médecin expert désigné notifie son avis au Ministre ou à son délégué ainsi qu'à la victime.

Art. 25. À dater du jour de la notification de cet avis, la victime dispose d'un délai d'un mois pour marquer son accord ou son désaccord.

En cas d'absence de réponse de la victime dans ce délai, son accord est présumé.

Art. 26. En cas d'accord de la victime avec l'avis du médecin expert, l'avis devient définitif.

Le taux de l'incapacité permanente, le montant de la rente annuelle ainsi que le détail de son calcul sont fixés par décision du Ministre ou de son délégué.

La rente est due à partir du jour de la consolidation.

Art. 27. En cas de désaccord avec l'avis du médecin expert, la victime peut faire appel, à ses frais, à un médecin de son choix afin que celui-ci rende un avis.

Art. 28. Le médecin choisi par la victime transmet l'avis et tous les documents nécessaires au Ministre ou à son délégué qui en avise le médecin expert désigné.

Art. 29. Si les deux médecins parviennent à un accord, leur avis commun est envoyé au Ministre ou à son délégué et devient définitif.

Le taux de l'incapacité permanente, le montant de la rente annuelle ainsi que le détail de son calcul sont fixés par décision du Ministre ou de son délégué.

La rente est due à partir du jour de la consolidation.

Art. 19. Voor de dag waarop het ongeval zich heeft voorgedaan of de dag waarop de algehele tijdelijke ongeschiktheid is aangevangen, ontvangt de gedetineerde een bedrag dat gelijk is aan het daginkomen uit zijn gevangenisarbeid of zijn gelijkgestelde activiteit.

Art. 20. Wanneer het ongeval een tijdelijke ongeschiktheid heeft veroorzaakt, ontvangt de gedetineerde vanaf de dag volgend op de dag van het ongeval of volgend op de dag waarop zijn ongeschiktheid is aangevangen 90 % van de inkomsten bedoeld in artikel 19.

Art. 21. Indien de gedetineerde het werk hervat en zijn inkomen lager is dan het inkomen dat hij vóór het ongeval ontving, heeft hij recht op een vergoeding die gelijk is aan het verschil tussen het loon verdiend vóór het ongeval en het loon dat hij ingevolge zijn wedertewerkstelling ontvangt.

Art. 22. Wanneer de gevangenisarts heeft vastgesteld dat de tijdelijke ongeschiktheid is geëindigd door de genezing van de getroffene of door de consolidatie van zijn letsels, bezorgt hij die informatie aan de directeur, die ze verder aan de minister of zijn gemachtigde bezorgt.

Wanneer de getroffene van het ongeval niet langer in de gevangenis verblijft, is het aan hem om een getuigschrift van de arts van zijn keuze voor te leggen waarin is vastgesteld dat de tijdelijke ongeschiktheid is geëindigd door genezing of door consolidatie en het aan de minister of zijn gemachtigde over te zenden.

Art. 23. Indien de gedetineerde een vergoeding ontvangt wegens tijdelijke ongeschiktheid, ontvangt hij deze tot de dag van zijn genezing, van de consolidatie van zijn letsels of van zijn invrijheidstelling of plaatsing onder elektronisch toezicht.

Wanneer de getroffene die niet langer in de gevangenis verblijft, een getuigschrift voorlegt waarin de genezing of de consolidatie van zijn letsels wordt vastgesteld en deze genezing of deze consolidatie erkend wordt door de minister of zijn gemachtigde, zal hem de vergoeding voor tijdelijke ongeschiktheid voor de periode vanaf zijn invrijheidstelling of plaatsing onder elektronisch toezicht tot aan de door de minister of zijn gemachtigde erkende datum van consolidatie of genezing, worden uitbetaald.

Onderafdeling 2. — Blijvende ongeschiktheid

Art. 24. Binnen een maand na de ontvangst van het bericht van de gevangenisarts of van de door de getroffene gekozen arts waarin het einde van de tijdelijke ongeschiktheid wordt gemeld, wijst de minister of zijn gemachtigde een geneesheer-deskundige aan teneinde de datum van de consolidatie of de genezing vast te stellen en, in voorkomend geval, een advies te verstrekken betreffende de graad van de blijvende ongeschiktheid.

Zodra hij zijn deskundigenopdracht heeft voltooid, geeft de geneesheer-deskundige kennis van zijn advies aan de minister of zijn gemachtigde en aan de getroffene.

Art. 25. Vanaf de dag van de kennisgeving van dat advies, beschikt de getroffene over een termijn van een maand om aan te geven of hij al dan niet akkoord gaat.

Bij gebreke van antwoord van de getroffene binnen die termijn wordt hij geacht akkoord te gaan.

Art. 26. Ingeval de getroffene akkoord gaat met het advies van de geneesheer-deskundige, wordt het advies definitief.

De graad van de blijvende ongeschiktheid, het bedrag van de jaarlijkse rente en de gedetailleerde berekening ervan worden vastgelegd bij beslissing van de minister of zijn gemachtigde.

De rente is verschuldigd vanaf de dag van de consolidatie.

Art. 27. Ingeval de getroffene niet akkoord gaat met het advies van de geneesheer-deskundige, kan hij, op zijn kosten, een beroep doen op een arts van zijn keuze opdat die een advies zou verstrekken.

Art. 28. De door de getroffene gekozen arts bezorgt het advies en alle noodzakelijke documenten aan de minister of zijn gemachtigde, die er de aangewezen geneesheer-deskundige van op de hoogte stelt.

Art. 29. Indien beide geneesheren tot een vergelijk komen, wordt hun gemeenschappelijk advies naar de minister of zijn gemachtigde gestuurd en wordt het definitief.

De graad van de blijvende ongeschiktheid, het bedrag van de jaarlijkse rente en de gedetailleerde berekening ervan worden vastgelegd bij beslissing van de minister of zijn gemachtigde.

De rente is verschuldigd vanaf de dag van de consolidatie.

Art. 30. S'ils ne parviennent pas à un accord, un troisième médecin expert est désigné par le Ministre ou son délégué en vue de la fixation définitive du taux de l'incapacité permanente.

Son avis est envoyé au Ministre ou à son délégué et devient définitif.

Le taux de l'incapacité permanente, le montant de la rente annuelle ainsi que le détail de son calcul sont fixés par décision du Ministre ou son délégué.

La rente est due à partir du jour de la consolidation.

Art. 31. La rente annuelle que la victime perçoit après la libération ou le placement en surveillance électronique est calculée proportionnellement à l'incapacité permanente par rapport au salaire de base.

La rente annuelle perçue lorsque la victime est détenue est calculée proportionnellement à l'incapacité permanente par rapport aux revenus visés à l'article 19.

Art. 32. Par dérogation aux dispositions de l'article 31 ladite rente annuelle est diminuée de 50 p.c. si le taux d'incapacité s'élève à moins de 5 p.c. et de 25 p.c. si le taux d'incapacité s'élève à 5 p.c. ou plus, mais moins que 10 p.c.

Section 3. — Aggravation

Art. 33. Lorsque le médecin de la prison constate une aggravation de l'incapacité permanente de la victime de l'accident, il transmet l'information au directeur qui la fait suivre au Ministre ou à son délégué.

Lorsque la victime de l'accident ne séjourne plus en prison, il lui appartient de produire un certificat du médecin de son choix constatant qu'une aggravation de son incapacité permanente est apparue et de le transmettre au Ministre ou à son délégué

Art. 34. En cas d'aggravation d'une incapacité permanente, un médecin expert est désigné par le Ministre ou son délégué afin d'adapter le taux de l'incapacité permanente.

Le médecin expert détermine le nouveau taux conformément à la procédure de détermination du taux de l'incapacité permanente décrite à la sous-section 2 de la section 2 de ce chapitre.

La rente annuelle est adaptée en conséquence à partir du moment où l'aggravation est apparue.

Section 4. — Prothèses et appareils d'orthopédie

Art. 35. La victime a droit aux prothèses et appareils d'orthopédie nécessités par l'accident ainsi qu'à leur renouvellement.

Après la libération ou le placement en surveillance électronique de la victime, ceux-ci sont pris en charge financièrement à condition qu'elle ait obtenu l'accord préalable du Ministre ou de son délégué pour cette prise en charge.

Art. 36. Sur demande de la victime, le Ministre ou son délégué désigne un médecin expert afin de rendre un avis sur les prothèses et appareils d'orthopédie nécessités par l'état de la victime.

Art. 37. Dès qu'il a terminé sa mission d'expertise, le médecin expert désigné notifie son avis au Ministre ou à son délégué ainsi qu'à la victime.

Art. 38. À dater du jour de la notification de cet avis, la victime dispose d'un délai d'un mois pour marquer son accord ou son désaccord.

En cas d'absence de réponse de la victime dans ce délai, son accord est présumé.

Art. 39. En cas d'accord de la victime avec l'avis du médecin expert, l'avis devient définitif.

Art. 30. Indien zij niet tot een vergelijk komen, wordt een derde geneesheer-deskundige door de minister of zijn gemachtigde aangewezen met het oog op de definitieve vaststelling van de graad van de blijvende ongeschiktheid.

Hij zendt zijn advies aan de Minister of zijn gemachtigde en dit advies wordt definitief.

De graad van de blijvende ongeschiktheid, het bedrag van de jaarlijkse rente en de gedetailleerde berekening ervan worden vastgelegd bij beslissing van de minister of zijn gemachtigde.

De rente is verschuldigd vanaf de dag van de consolidatie.

Art. 31. De jaarlijkse rente die de getroffene ontvangt vanaf de invrijheidstelling of de plaatsing onder elektronisch toezicht wordt berekend op grond van het basisloon naar rato van de blijvende ongeschiktheid.

Wanneer de getroffene in detentie is, ontvangt hij een jaarlijkse rente berekend op grond van de inkomsten bedoeld in artikel 19 naar rato van de blijvende ongeschiktheid.

Art. 32. In afwijking van de bepalingen van artikel 31, wordt deze jaarlijkse rente verminderd met 50 pct., indien de graad van ongeschiktheid minder dan 5 pct. bedraagt en met 25 pct. verminderd indien de graad van ongeschiktheid 5 pct. of meer, maar minder dan 10 pct. bedraagt

Afdeling 3. — Verergering

Art. 33. Wanneer de gevangenisarts een verergering vaststelt van de blijvende ongeschiktheid bij de getroffene van het ongeval, bezorgt hij die informatie aan de directeur, die ze verder aan de minister of zijn gemachtigde bezorgt.

Wanneer de getroffene van het ongeval niet langer in de gevangenis verblijft, is het aan hem om een getuigschrift van de arts van zijn keuze voor te leggen waarin wordt vastgesteld dat er een verergering van de blijvende ongeschiktheid is opgetreden en het aan de minister of zijn gemachtigde over te zenden.

Art. 34. In geval van verergering van een blijvende ongeschiktheid, wordt een geneesheer-deskundige aangewezen door de minister of zijn gemachtigde met het oog op de aanpassing van de graad van de blijvende ongeschiktheid.

De geneesheer-deskundige bepaalt de nieuwe graad overeenkomstig de procedure voor het bepalen van de graad van de blijvende ongeschiktheid beschreven in onderafdeling 2 van afdeling 2 van dit hoofdstuk.

De jaarlijkse rente wordt dienovereenkomstig aangepast vanaf het tijdstip waarop de verergering is opgetreden.

Afdeling 4. — Prothesen en orthopedische toestellen

Art. 35. De getroffene heeft recht op de prothesen en orthopedische toestellen die ingevolge het ongeval nodig zijn, evenals op de vernieuwing ervan.

Na de invrijheidstelling of de plaatsing onder elektronisch toezicht van de getroffene worden deze slechts financieel ten laste genomen voor zover hij daartoe het voorafgaand akkoord van de Minister of zijn gemachtigde heeft gekregen.

Art. 36. Op verzoek van de getroffene wijst de minister of zijn gemachtigde een geneesheer-deskundige aan met het oog op het verstrekken van een advies betreffende de prothesen en orthopedische toestellen die ingevolge de toestand van de getroffene nodig zijn.

Art. 37. Zodra hij zijn deskundigenopdracht heeft voltooid, geeft de geneesheer-deskundige kennis van zijn advies aan de minister of zijn gemachtigde en aan de getroffene.

Art. 38. Vanaf de dag van de kennisgeving van dat advies, beschikt de getroffene over een termijn van een maand om aan te geven of hij al dan niet akkoord gaat.

Bij gebreke van antwoord van de getroffene binnen die termijn wordt hij geacht akkoord te gaan.

Art. 39. Ingeval de getroffene akkoord gaat met het advies van de geneesheer-deskundige, wordt het advies definitief.

Les prothèses et appareils d'orthopédie nécessités par l'état de la victime lui sont alors apposés.

Art. 40. En cas de désaccord avec l'avis du médecin expert, la victime peut, à ses frais, faire appel à un médecin de son choix afin qu'il rende un avis sur les prothèses et appareils d'orthopédie nécessités par son état.

Art. 41. Le médecin choisi par la victime transmet l'avis et tous les documents nécessaires au Ministre ou à son délégué qui en avise le médecin expert désigné.

Art. 42. Si les deux médecins parviennent à un accord, leur avis commun est envoyé au Ministre ou à son délégué et devient définitif.

Les prothèses et appareils d'orthopédie nécessités par l'état de la victime lui sont alors apposés.

Art. 43. S'ils ne parviennent pas à un accord, un troisième médecin expert est désigné par le Ministre ou son délégué en vue de la détermination des prothèses et appareils d'orthopédie nécessités par l'état de la victime.

Son avis est envoyé au Ministre ou à son délégué et devient définitif.

Les appareils nécessités par l'état de la victime lui sont alors apposés.

Section 5. — Soins médicaux

Art. 44. La victime a droit aux soins médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques et hospitaliers nécessités par les suites de l'accident.

Il a également droit au remboursement des frais de transport réellement et raisonnablement exposés.

Art. 45. Après la libération ou le placement en surveillance électronique de la victime, les soins médicaux, chirurgicaux, pharmaceutiques et hospitaliers nécessités par les suites de l'accident sont pris en charge financièrement à condition qu'elle ait obtenu l'accord préalable du Ministre ou de son délégué pour cette prise en charge.

Section 6. — Paiement.

Art. 46. Toutes les sommes dues à un détenu en raison d'un accident du travail pénitentiaire sont à charge de la Régie du travail pénitentiaire.

Art. 47. Le paiement de l'indemnité pour incapacité temporaire a lieu selon la même périodicité que celle du versement des revenus du travail pénitentiaire dans lequel le détenu était occupé.

Art. 48. Le paiement de l'indemnité pour incapacité permanente intervient dans les trois mois de la date de la décision d'indemnisation et se fait sous forme de rente annuelle payée trimestriellement.

Art. 49. Le paiement de l'indemnité forfaitaire accordée en cas d'accident du travail pénitentiaire mortel intervient dans les trois mois de la date de la décision d'indemnisation forfaitaire. Ce montant est versé en une seule fois.

Art. 50. Le bénéficiaire de l'indemnisation vivant à l'étranger fait parvenir au service qui opère le paiement, chaque année dans le courant du mois qui précède la date anniversaire du premier versement de la rente annuelle, un certificat de vie signé et légalisé par une instance officielle de son pays de résidence.

Ce certificat de vie contient les nom, prénom, adresse, date et lieu de naissance du bénéficiaire ainsi que son numéro de compte en banque.

À défaut de réception de ce document, le service concerné suspend le paiement jusqu'à sa transmission effective.

CHAPITRE 5. — Dispositions finales

Art. 51. L'article 104 de l'arrêté ministériel du 12 juillet 1971 portant instructions générales pour les établissements pénitentiaires est abrogé.

Art. 52. Entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2020 :

1^o l'article 86, § 3, de la loi du 12 janvier 2005 de principes concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus;

De prothesen en orthopedische toestellen die ingevolge de toestand van de getroffenene nodig zijn, worden hem dan verstrekt.

Art. 40. Ingeval de getroffenene niet akkoord gaat met het advies van de geneesheer-deskundige, kan hij, op zijn kosten, een beroep doen op een arts van zijn keuze opdat die een advies zou verstrekken betreffende prothesen en orthopedische toestellen die ingevolge zijn toestand nodig zijn.

Art. 41. De door de getroffenene gekozen arts bezorgt het advies en alle noodzakelijke documenten aan de minister of zijn gemachtigde, die de aangewezen geneesheer-deskundige ervan op de hoogte stelt.

Art. 42. Indien beide geneesheren tot een vergelijk komen, wordt hun gemeenschappelijk advies naar de minister of zijn gemachtigde gestuurd en wordt het definitief.

De prothesen en orthopedische toestellen die ingevolge de toestand van de getroffenene nodig zijn, worden hem dan verstrekt.

Art. 43. Indien de geneesheren niet tot een vergelijk komen, wordt een derde geneesheer-deskundige aangesteld door de Minister of zijn gemachtigde met het oog op de vaststelling van de prothesen en orthopedische toestellen die ingevolge de toestand van de getroffenene nodig zijn.

Hij zendt zijn advies aan de Minister of zijn gemachtigde en dit advies wordt definitief.

De toestellen die ingevolge de toestand van de getroffenene nodig zijn, worden hem dan verstrekt.

Afdeling 5. — Geneeskundige verzorging

Art. 44. De getroffenene heeft recht op de geneeskundige, heelkundige, farmaceutische en verplegingszorgen die ingevolge het ongeval nodig zijn.

Hij heeft ook recht op de terugbetaling van de werkelijk en redelijkerwijs gemaakte verplaatsingskosten.

Art. 45. Na de invrijheidstelling of de plaatsing onder elektronisch toezicht van de getroffenene worden de geneeskundige, heelkundige, farmaceutische en verplegingszorgen die ingevolge het ongeval nodig zijn, financieel ten laste genomen voor zover hij het voorafgaand akkoord van de Minister of zijn gemachtigde heeft gekregen voor die tenlasteneming.

Afdeling 6. — Betaling

Art. 46. Alle bedragen die verschuldigd zijn aan de door een penitentiair arbeidsongeval getroffen gedetineerde zijn ten laste van de Regie van de gevangenisarbeid.

Art. 47. De betaling van de vergoeding voor tijdelijke ongeschiktheid gebeurt met dezelfde periodiciteit als die waarmee de inkomsten uit de gevangenisarbeid die de gedetineerde uitoefende werden betaald.

Art. 48. De vergoeding voor blijvende ongeschiktheid wordt betaald binnen drie maanden te rekenen vanaf de datum van de beslissing tot vergoeding, zulks in de vorm van een jaarlijkse rente die per trimester wordt betaald.

Art. 49. De forfaitaire vergoeding toegekend in geval van een dodelijk penitentiair arbeidsongeval wordt betaald binnen drie maanden te rekenen vanaf de datum van de beslissing tot forfaitaire vergoeding. Dit bedrag wordt in één keer gestort.

Art. 50. De in het buitenland wonende begunstigde van de vergoeding bezorgt de dienst die de betaling doet jaarlijks, in de loop van de maand die voorafgaat aan de datum van de verjaardag van de eerste betaling van de jaarlijkse rente, een levensbewijs dat ondertekend en gelegaliseerd is door een officiële instantie van zijn land van verblijf.

Het levensbewijs bevat de naam, de voornaam, het adres, de geboortedatum en -plaats en het bankrekeningnummer van de begunstigde.

Indien de betrokken dienst dat document niet ontvangt, wordt de betaling geschorst tot het daadwerkelijk is overgezonden.

Hoofdstuk 5. — Slotbepalingen

Art. 51. Artikel 104 van het ministerieel besluit van 12 juli 1971 houdende algemene instructie van de strafinrichtingen wordt opgeheven.

Art. 52. Treden in werking op 1 januari 2020 :

1^o artikel 86, § 3, van de basiswet van 12 januari 2005 betreffende het gevangeniswezen en de rechtspositie van de gedetineerden;

2° le présent arrêté.

Art. 53. Le ministre qui a la Justice dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 26 juin 2019.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

2° dit besluit.

Art. 53. De minister bevoegd voor Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 26 juni 2019.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
K. GEENS

SERVICE PUBLIC FEDERAL JUSTICE

[C - 2019/13423]

26 JUIN 2019. — Arrêté royal fixant le montant et les conditions d'octroi des revenus du travail et de l'allocation de formation et fixant les conditions dans lesquelles le temps consacré à des activités de formation en prison est assimilé à du temps de travail

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal que nous avons l'honneur de soumettre à la signature de Votre Majesté a pour objet d'une part de déterminer les montants et les conditions d'octroi des revenus du travail et des activités de formation et d'autre part de fixer les conditions dans lesquelles suivre une formation en prison donne droit à une allocation de formation. Cet arrêté est pris en exécution des articles 83, § 3, 84, § 1^{er}, 86, §§ 1^{er} et 2, et 180 de la loi de principes concernant l'administration pénitentiaire ainsi que le statut juridique des détenus du 12 janvier 2005 (ci-après nommée Loi de Principes).

Dans le chapitre 1^{er} du présent arrêté une série de notions sont définies. Dans les chapitres 2 et 4 le montant et les conditions d'octroi respectivement de la rémunération du travail et de l'allocation de formation sont fixés. Le chapitre 3 est consacré à la fixation des conditions selon lesquelles le temps consacré à des activités de formation en prison est assimilé à du temps de travail. Le chapitre 5 renvoie dans son seul article au formulaire par lequel un détenu doit demander du travail disponible en prison. Le chapitre 6, enfin, contient une série de dispositions d'abrogation et règle l'entrée en vigueur.

La rédaction finale de cet arrêté a suivi et pris en compte toutes les remarques que le Conseil d'État a faites dans son avis 66.000/1 du 13 mai 2019.

Commentaire des articles

L'article 1^{er} contient la définition d'une série de notions utilisées dans le présent arrêté. Ainsi, il clarifie la notion d'« activité de formation », terme générique qui recouvre tant les activités de formation professionnelle que les activités de formation de nature générale, notions qui sont également définies. Dès lors que le législateur a choisi le mécanisme de l'assimilation à du temps de travail en tant que condition d'une allocation de formation, le concept de « temps assimilable » a également été précisé.

L'article 2 fixe les montants de la rémunération du travail. En ce qui concerne ces revenus, le choix a été fait d'un système de fourchette. L'arrêté fixe la fourchette dans laquelle l'allocation doit se trouver. Ce choix se fonde sur la nécessité de tenir compte de manière flexible de la conjoncture de l'offre et de la demande pour les différentes catégories de travaux dans les différentes prisons et dans les limites du budget disponible. Le montant concret des allocations sera donc fixé par le Comité de gestion de la Régie du Travail pénitentiaire, par prison et type de travail. En fixant les montants, le principe sera suivi selon lequel le même type de travail est rémunéré de la même façon, indépendamment de la prison. Le libellé utilisé permet toutefois de déroger à ce principe, quand il y a de bonnes raisons pour le faire et donc de fixer un montant différent par prison ou dans une prison particulière.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST JUSTITIE

[C - 2019/13423]

26 JUNI 2019. — Koninklijk besluit tot vaststelling van het bedrag en de toekenningsvoorwaarden van de inkomsten uit arbeid en van de opleidingstoelage en tot vaststelling van de voorwaarden waaronder de tijd besteed aan vormingsactiviteiten in de gevangenis met arbeidstijd wordt gelijkgesteld

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het koninklijk besluit dat ik de eer heb aan Uwe Majesteit ter ondertekening voor te leggen strekt er enerzijds toe de bedragen en de toekenningsvoorwaarden van de inkomsten voor gevangenisarbeid en van de opleidingstoelage vast te stellen en strekt er anderzijds toe de voorwaarden vast te stellen waaronder het volgen van een opleiding in de gevangenis recht geeft op een opleidingstoelage. Dit besluit geeft uitvoering aan de artikelen 83, § 3, 84, § 1, 86, §§ 1 en 2 en 180 van de Basiswet van 12 januari 2005 betreffende het gevangeniswezen en de rechtspositie van de gedetineerden (verder : de Basiswet).

In hoofdstuk 1 van voorliggend besluit worden een aantal begrippen gedefinieerd. In de hoofdstukken 2 en 4 worden de bedragen en toekenningsvoorwaarden van respectievelijk de inkomsten uit arbeid en de opleidingstoelage vastgesteld. Hoofdstuk 3 is gewijd aan het vaststellen van de voorwaarden waaronder de tijd besteed aan een vormingsactiviteit met arbeidstijd wordt gelijkgesteld. Hoofdstuk 5 verwijst in een enig artikel naar het door de gedetineerde te gebruiken formulier om de beschikbare arbeid in de gevangenis aan te vragen. Hoofdstuk 6, ten slotte, bevat een reeks opheffingsbepalingen en regelt de inwerkingtreding.

De finale versie van dit besluit houdt rekening met en geeft gevolg aan alle opmerkingen door de Raad van State gegeven in zijn advies 66.000/1 van 13 mei 2019.

Artikelsgewijze bespreking

Artikel 1 bevat de definities van een reeks begrippen die in het besluit worden gebruikt. Zo wordt onder meer verduidelijkt dat het begrip 'vormingsactiviteiten' de generieke term is die met name zowel de beroepsgerichte opleidingen als de opleidingen van algemene aard viseert; begrippen die op hun beurt worden gedefinieerd. Omdat de wetgever als voorwaarde voor het ontvangen van een opleidingstoelage koos voor het mechanisme van gelijkstelling met arbeid, wordt ook het begrip 'gelijkgestelde tijd' gedefinieerd.

Artikel 2 stelt de inkomsten uit arbeid vast. Voor die inkomsten wordt gekozen om te werken met een worksysteem : het besluit legt de vork vast binnen dewelke de vergoeding voor arbeid dient te worden vastgesteld. Deze keuze is ingegeven door de noodzaak om flexibel rekening te kunnen houden met de conjunctuur van vraag en aanbod van de verschillende categorieën arbeid in de resp. gevangenis in relatie tot het beschikbare budget. Het concrete bedrag van de inkomsten zal dan, per gevangenis en per type arbeid, vastgesteld worden door de beheerscommissie van de Regie van de Gevangenisarbeid. Als principe zal daarbij vooropstaan dat per type arbeid een zelfde vergoeding wordt vastgesteld, los van de gevangenis van verblijf. De gebruikte formulering biedt echter ook de mogelijkheid om, als daar goede redenen voor zijn, toch een verschillend beleid te voeren per gevangenis of in een welbepaalde gevangenis.